



HAL
open science

Les conséquences stratégique-économiques pour l'Algérie de ses relations politiques privilégiées avec l'ex-URSS et la Russie (1962-1993)

Khadidja Kadri, Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Khadidja Kadri, Jacques Fontanel. Les conséquences stratégique-économiques pour l'Algérie de ses relations politiques privilégiées avec l'ex-URSS et la Russie (1962-1993). Cahiers de l'Espace Europe, 1997, 11. hal-02672668

HAL Id: hal-02672668

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02672668v1>

Submitted on 31 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les conséquences stratégique-économiques pour l'Algérie de ses relations politiques privilégiées avec l'ex-URSS et la Russie (1962-1993)

Khadidja Kadri, Jacques Fontanel

**Cahiers de l'Espace Europe
N°11, Décembre 1997.
Grenoble**

Résumé : Les effets politiques, économiques et stratégiques de l'effondrement de l'Union soviétique ont eu de fortes incidences sur les pays partenaires ou amis. L'Algérie avait des liens forts avec l'URSS, la grand frère anti impérialiste. Elle avait participé très activement à la construction d'un NOEI, nouvel ordre économique international. Il en avait résulté une dégradation de ses liens avec les pays occidentaux, notamment avec la France. L'Etat algérien en rupture avec le système colonial, a planifié son économie, mais l'aide soviétique s'est avérée insuffisante pour compenser la dégradation de ses relations commerciales et internationales avec les pays occidentaux. Avec la disparition de l'URSS, l'économie algérienne a perdu ses repères, nulle part entre le socialisme et le libéralisme. La situation économique s'est nettement dégradée et le pétrole, seule valeur d'exportation, l'arbre qui cache la forêt, n'est pas en mesure d'engager l'Algérie vers un processus de développement économique durable.

The political, economic and strategic effects of the collapse of the Soviet Union had a strong impact on partner or friendly countries. Algeria had strong ties with the USSR, the big anti-imperialist brother. It had participated very actively in the construction of a NIS, the New International Economic Order. As a result, its ties with Western countries, particularly France, had deteriorated. The Algerian state, which had broken away from the colonial system, had planned its economy, but Soviet aid had proved insufficient to compensate for the deterioration of its trade and international relations with Western countries. With the disappearance of the USSR, the Algerian economy lost its bearings, nowhere between socialism and liberalism. The economic situation has clearly deteriorated and oil, the only export value, the tree that hides the forest, is not in a position to commit Algeria to a process of sustainable economic development.

Mots clés : économie algérienne, planification, Nouvel Ordre Economique International, Développement durable, URSS, Russie

Algerian economy, planning, New International Economic Order, sustainable development, USSR, Russia

Avec le processus de décolonisation, l'URSS et les Etats-Unis s'engagèrent dans une lutte d'influence et de pouvoir, dans laquelle les pays décolonisés furent volontairement et directement impliqués. La stratégie soviétique du Tiers-Monde, globale et volontariste, avait pour objectif principal de contrecarrer l'influence occidentale dans les nouveaux pays indépendants, en particulier au Moyen-Orient et en Asie³, et de s'assurer des sources d'approvisionnement de produits stratégiques. Elle se traduira par un soutien aux mouvements indépendantistes et aux régimes progressistes du Tiers-Monde⁴ [Égypte, Syrie, Irak etc.], sous la forme notamment d'une aide militaire conséquente⁵. Les pays en développement bénéficiaires de l'aide et de l'assistance des pays de l'Est, étaient des nouveaux pays indépendants, généralement bien dotés en ressources naturelles et ayant optés pour une voie socialiste de développement basée sur l'industrie, et/ou sur la constitution d'un vaste secteur public (Inde, Egypte). Mais rapidement, des considérations plus économiques s'imposèrent. A la fin des années 60 et au début des années 70, l'URSS proposa une assistance aussi bien « civile » que militaire, avec l'idée qu'il était souvent préférable d'importer certaines productions et matières premières des pays en voie de développement (PVD) plutôt que de les produire à des coûts plus élevés⁶. L'Union Soviétique réorienta alors son programme d'aide en direction des pays solvables, compte tenu notamment de leurs richesses naturelles, ou susceptibles de développer un secteur industriel public important. Cet échange fut alors conçu comme un moyen d'économiser les devises fortes.

Au milieu des années 70, la politique extérieure soviétique fit directement référence à la notion de division internationale du travail [D.I.T.]. Le commerce bilatéral avec les pays du Sud apparut comme une nécessité économique, car les biens d'équipement de leur industrie étaient trop faiblement compétitifs. En outre, une participation active des pays de l'Est à l'échange international constituait un moyen de rattraper le retard technologique et de freiner la stagnation de la productivité du travail. Ces nouvelles prises de position eurent des répercussions sur les échanges avec le Tiers-Monde comme la renégociation des accords commerciaux à long terme et la modification des modalités de paiement [passage du clearing au paiement en devises convertibles]. Tous ces changements allèrent à l'encontre des aspirations des PVD qui progressivement considérèrent que l'U.R.S.S. avait le même comportement que les pays capitalistes. Le programme de Manille [Février 1976]⁷, dont le but était

d'améliorer et de développer les relations commerciales et économiques internationales sans discrimination et sans réciprocité avec le Tiers-Monde, fut très mal accueilli par les pays du C.A.E.M. qui refusèrent d'être assimilés aux pays occidentaux. Ils rejetèrent, lors de la IV^{ème} C.N.U.C.E.D. à Nairobi [Mai 1976]⁸, toute responsabilité dans le retard économique des PVD en insistant sur les effets néfastes des monopoles internationaux, du colonialisme⁹ et de l'impérialisme. Cette attitude défensive dissimulait, en fait, l'embarras causé par le refus des pays socialistes d'être classés parmi les « riches », sans pouvoir admettre de faire partie des « pays pauvres », ce qui aurait été reconnaître l'inefficacité économique du socialisme¹⁰.

Le début des années 80 fut une période de consolidation des positions, qui marqua la fin de l'expansion de la puissance soviétique dans le Tiers-Monde, mise à mal par la guerre d'Afghanistan. Il faudra attendre l'arrivée de M. Gorbatchev et la crise économique mondiale pour discerner quelques modifications dans la stratégie économique de l'Union Soviétique à l'égard du Tiers-Monde. L'U.R.S.S. procéda à un retrait stratégique dans les conflits du Tiers-Monde, refusant l'adhésion de nouveaux pays en voie de développement au C.A.E.M., les orientant ainsi, par défaut, vers l'économie mondiale. L'Union Soviétique mit aussi fin à la « théorie de l'alliance naturelle » entre l'Est et le Sud¹¹. Selon R. Avakov¹², la nouvelle pensée de la politique extérieure de l'U.R.S.S. reposait alors sur deux nouveaux principes. D'abord, l'intérêt universel de l'homme doit l'emporter sur les intérêts de classes et des nations. Ensuite, il faut désidéologiser la politique étrangère, du fait de l'affaiblissement de l'antagonisme Est-Ouest. Le changement le plus significatif concerna les nouvelles relations de l'U.R.S.S. avec de nouveaux partenaires du Tiers-Monde (Émirats Arabes, le Koweït, le Qatar) et les nouveaux pays industrialisés comme la Corée du Sud. La tendance fut alors de promouvoir l'efficacité économique de l'aide financière, et d'établir de nouveaux liens avec de nouveaux partenaires, plus solvables, notamment les pays producteurs de pétrole¹³, dont faisait partie l'Algérie.

L'Algérie indépendante exerça d'abord un pouvoir d'influence très important dans les milieux progressistes internationaux, elle jouera même un rôle décisif dans la mise en place du concept de Nouvel Ordre Economique International. Elle sera même le fer de lance des revendications des PVD. Puis, traversée par des contradictions culturelles et des luttes politiques internes stériles, elle connaîtra progressivement de graves difficultés politiques et économiques. La stratégie algérienne, souvent qualifiée d'autocentrée, dont les principes d'indépendance étaient largement et fortement affirmés par les autorités officielles, fut pourtant plus un discours qu'une réalité. Longtemps attachée à la politique anti-impérialiste proclamée de l'URSS, l'Algérie s'efforça de développer des liens étroits avec « le combattant principal contre le capitalisme ». Elle cherchera même à imiter, en l'adaptant, le fonctionnement planifié et l'organisation publique de l'économie. Cette attitude eut deux conséquences principales :

- Les liens politiques forts avec l'URSS provoquèrent progressivement des dysfonctionnements dans les relations économiques avec les pays développés capitalistes.
- La recherche d'une économie progressiste et planifiée accéléra, avec la disparition de l'URSS, la dégénérescence du système économique algérien.

I - La mise en place de liens politiques forts avec l'URSS, facteur de dysfonctionnement des relations économiques avec les pays développés capitalistes.

Au moment de la décolonisation, l'URSS se présentait comme l'exemple anti-impérialiste, l'allié politique et l'alternative au capitalisme.

A - L'URSS, le «grand frère» anti-impérialiste

L'URSS, grande puissance anti-capitaliste, proposait une alternative alléchante à la grande puissance économique des pays développés.

1) L'URSS, exemple réussi de l'anti-impérialisme.

Pour l'Algérie musulmane, même si le côté matérialiste du système socialiste était à rejeter, la planification rigide de la Russie constituait une procédure nationale de développement intéressante. L'appareil politique algérien considérait qu'une gestion centralisée et nationale de l'économie était nécessaire. En outre, dans les révoltes des PVD contre les oppressions économiques, l'URSS était perçue comme le recours militaire, la grande puissance nucléaire capable de protéger les pays humiliés contre la toute-puissance de l'impérialisme américain. Grand artisan des idées du Nouvel Ordre Economique International, l'Algérie empruntera certains de ses slogans anti-colonialistes aux analyses marxistes développées par les soviétiques. Cependant, il s'agissait plutôt d'un mariage de raison, fondé sur une attraction intellectuelle, car les cultures de ces deux pays s'avéraient très différentes et les efforts de coopération ne furent pas toujours suivis d'effets positifs.

2) Les non-alignés et l'URSS, une coalition forte aux Nations Unies.

Pendant la période Boumedienne, l'Algérie va progressivement devenir un pays phare des pays non alignés, au même titre que Cuba et la Yougoslavie, l'Inde et l'Egypte. Dans les organes des Nations Unies, les PVD apparaissaient souvent comme les alliés naturels de l'URSS, notamment dans la condamnation de l'impérialisme des pays occidentaux. Les intellectuels de gauche adoptèrent souvent les thèses anti-capitalistes ou anti-américaines et donnèrent une image de marque négative des Etats-Unis et de l'Europe. C'est un paradoxe ou une myopie de l'histoire. Alors que les goulags et les atteintes aux droits de l'homme se multipliaient en URSS, les «progressistes» condamnaient un capitalisme exploiteur. Les non-alignés eurent une attitude très méfiante à l'encontre des grandes puissances occidentales, les pays de l'Est échappant un peu trop souvent à leurs condamnations.

3) Le NOEI, la contestation du libéralisme et l'attraction planificatrice.

L'Algérie participa activement aux débats portant sur la construction d'un Nouvel Ordre Economique International [N.O.E.I.]. Lors du sommet des Non-Alignés de septembre 1973, à Alger précisément, il fut affirmé que «l'échec de la stratégie de développement des Nations

Unies est dû à la mauvaise volonté des pays développés, la politique de l'impérialisme se caractérise parfois par une agression économique ouverte contre les peuples qu'il ne cesse d'exploiter». Ce fut une remise en cause de l'ordre établi des échanges internationaux, fondé sur une division Nord/Sud du travail au profit des premiers et aux dépens des seconds, grâce au mode de détermination des prix internationaux à l'origine de la détérioration des termes de l'échange. La meilleure défense pour les PVD consistait alors à préserver une unité au Tiers-Monde ou une autonomie collective. Cependant, la Conférence d'Alger montra la fragilité de la notion de non-alignement, fondée sur la coexistence pacifique, le soutien aux mouvements de libération, le refus des alliances militaires, l'absence d'accords bilatéraux d'aide militaire avec une grande puissance, et le rejet de toute base militaire étrangère sur son territoire. Ces critères ne furent pas respectés par la plupart des pays membres du groupe¹⁴. Les excès des fondements idéologiques des revendications des pays du Tiers Monde constituèrent une cause de l'échec des revendications du N.O.E.I. Le développement des pays occidentaux fut souvent présenté comme la cause principale, voire unique du sous-développement. Cette condamnation favorisa inéluctablement, en l'absence d'une autre alternative non-capitaliste, le développement des échanges commerciaux entre le Sud et l'Est. En 1974, Le Président algérien, considérant l'ordre économique actuel comme un obstacle au développement, suggéra d'inscrire le développement des PVD «dans une perspective de lutte sur le plan international » et leur conseilla de «compter d'abord sur eux et sur leurs propres moyens du point de vue interne¹⁵». Il proposa la nationalisation de l'exploitation des ressources naturelles pour récupérer la rente, le lancement d'un processus de développement cohérent et intégré de mise en valeur de toutes les potentialités agricoles et une industrialisation en profondeur, la mobilisation de la communauté internationale au nom de l'équité, l'allègement du poids de la dette et un programme d'aide aux pays les plus démunis. La stratégie consistait donc à la mise en oeuvre d'un développement auto-centré ou à une intraversion de la politique de développement. Cependant, les résultats observés en matière de structure des exportations [à 90% des hydrocarbures] et surtout de degré d'ouverture [des ventes d'hydrocarbures allant jusqu'à représenter 20 à 30 % du P.I.B.] l'obligèrent à relativiser, dans les faits, son discours, comme en témoigne l'orientation géographique des échanges extérieurs algériens, tournés, pour l'essentiel, vers l'O.C.D.E.

4) La coopération militaire.

C'est d'abord dans le domaine militaire que l'Algérie sollicita l'aide de l'URSS dès 1962. L'URSS devint un fournisseur privilégié d'armes pour l'Algérie (sans en avoir pour autant le monopole) et un partenaire important quant à l'assistance et la formation militaires (sans pour autant être associée à l'organisation de la défense algérienne). L'Algérie eut très souvent recours aux pays occidentaux, notamment à la France, pour des missions techniques et de conseil, dès la fin des années soixante. Cependant, le tableau n° 1 (voir page suivante) montre bien le poids écrasant de l'URSS par rapport aux autres fournisseurs d'armement à l'Algérie.

Dès 1963, les futurs officiers de la marine algérienne furent envoyés en URSS pour être formés dans les académies navales soviétiques. Et la même année, les militaires soviétiques accompagnés de matériels étaient présents en Algérie pour participer aux opérations de déminages, surtout aux frontières. Entre 1968 et 1969, il y eut 2000 conseillers militaires

soviétiques dans l'aviation et l'armée de terre, et 2 000 conseillers supplémentaires dans la marine grâce à un nouveau crédit d'aide de 100 millions de dollars. Jusqu'en 1974, l'Algérie aura été le second acquéreur de l'armement soviétique avec 22,1 % des exportations sur la période 1955-1974, juste derrière l'Égypte qui bénéficia de 67,5 % des ventes et des dons soviétiques.

Les raisons n'étaient pas exclusivement politiques. L'URSS pratiquait des prix nettement inférieurs à ceux proposés par les pays occidentaux, elle accordait en outre des rabais d'environ 40 % et les délais de livraisons étaient relativement courts. Les relations militaires entre l'Algérie et l'URSS prirent essor surtout à partir de décembre 1974, avec la signature de l'accord de Madrid concernant le partage du Sahara Occidental entre la Mauritanie et le Maroc. Les tensions à la frontière algéro-marocaine incitèrent l'Algérie à acquérir une supériorité aérienne sur le Maroc¹⁷. En 1975 et 1976, l'URSS accorda un crédit de 500 millions de dollars¹⁸ pour l'achat d'armes nouvelles, pour lequel le remboursement en devises convertibles était exigé. La contre-partie de ce crédit se traduit par :

- un accord de coopération économique pour la mise en oeuvre, par des experts soviétiques, d'un plan de développement à long terme [25 ans] des ressources pétrolières algériennes ;

- des droits d'escale accordés aux avions soviétiques, dans les aéroports du sud algérien, qui acheminaient des armes au MPLA en Angola.

Tableau n°1 : Les principaux fournisseurs d'armes de l'Algérie¹⁶ [par périodes cumulées et en millions de dollars courants]

Périodes	USA	France	URSS	Pacte de Varsovie			Autres	Total
				Pologne	Tchécos.	Bulgarie		
1973-77	-	10	470	-	-	-	240	710
1978-82	-	30	3 200	-	-	-	500	3 730
1983-87	240	60	2 500	0	210	0	220	3 230
1987-91	20	0	2 000	430			40	2 490
1991-93	0	0	110	30			5	145

Source : US - Arms Control and Disarmament Agency : World Military Expenditures and Arms Transfers, 1968-1977, October 1979, 1972-1982, April 1984, 1988, June 1989 et 1991-1992, March 1994, 1993-1994, February 1995.

À partir de 1978, si l'URSS était toujours resté le principal fournisseur d'armes de l'Algérie, les États-Unis, les Pays-Bas, l'Italie et la France eurent un rôle accru, notamment pour des missions techniques et de conseil et pour la formation et la mise en place de la gendarmerie nationale. Cependant, à partir de 1987, l'Algérie acheta les trois-quarts de ses équipements militaires à l'URSS¹⁹, du fait des contraintes financières (nécessitant la réduction des sorties de devises) qui rendirent vaines les tentatives de diversification des fournisseurs. En outre, étant donné l'importance des équipements d'origine russe, l'entretien et la maintenance furent naturellement assurés par les soins de l'URSS.

B - La dégradation des liens avec les pays occidentaux, notamment avec la France.

La dégradation des liens avec les pays occidentaux fut la conséquence des séquelles de la décolonisation, de la contestation de la coopération culturelle, d'une coopération économique remise en cause pour raison idéologique et d'une aide économique réduite du fait du non-alignement de l'Algérie et de ses attirances socialistes.

1) Les séquelles de la colonisation

Les séquelles de la colonisation commencèrent avec les problèmes délicats et controversés de l'immigration algérienne et française entre les deux pays et de la destruction partielle de l'appareil de production. L'Algérie hérita d'une économie totalement déstructurée, elle vécut avec deux idéologies étatistes (nationalisme arabo-musulman et socialisme) et elle revendiqua un rapport politique d'égal à égal avec la France. Ces objectifs entraînèrent l'Algérie dans un tissu de contradictions :

- avoir des relations avec la France, tout en refusant le néo-colonialisme et en acceptant l'aide au développement,
- prôner le socialisme et recourir à l'assistance d'un pays capitaliste,
- rechercher des relations normales avec la France, malgré les rancoeurs réciproques de la guerre de libération nationale.

En 1962, l'économie algérienne était complètement désarticulée, déséquilibrée et entièrement dépendante financièrement, technologiquement et commercialement de la France. Cette dépendance s'accompagnait aussi d'une vacance économique et sociale à la suite du départ brutal de plus de 900 000 européens après la proclamation de l'indépendance, conduisant à l'abandon des activités de nombreuses entreprises industrielles, à l'abaissement du niveau de production et surtout à la pénurie relative de cadres, techniciens et personnels qualifiés.

Le recours excessif à l'assistance technique étrangère, et notamment française, engendra une nouvelle dépendance, même si l'Etat algérien entendait bien ne pas laisser le monopole de la coopération à la France, et avoir recours aux pays socialistes.

2) La coopération culturelle et éducatrice de plus en plus contestée

La coopération culturelle fut considérée par chacune des parties comme l'élément stabilisateur des relations politiques entre l'Algérie et la France et elle a constitué le seul chaînon permanent et relativement serein entre les deux pays. Au début, les autorités algériennes ne contestèrent pas l'usage de la langue française. Par contre, en 1971, le programme d'arabisation eut pour objectif de soustraire l'Algérie de l'emprise culturelle de la France, même si le bilinguisme subsista. Cependant, les difficultés d'adaptation de la langue arabe au monde moderne et les défaillances en enseignants qualifiés du monde arabe contribuèrent à déstructurer et à limiter le niveau d'exigence scientifique de l'ensemble du système scolaire et universitaire. Le problème linguistique et les tentatives d'arabisation totale de l'ensemble de la société servirent de véhicule à l'intégrisme islamique.

Avant même la crise du pétrole, la France et l'Algérie connurent de nombreuses difficultés pour s'entendre sur les prix de cette production. Il en résulta de profonds différends entre la France de Pompidou et l'Algérie de Boumediène. La France considérait que les liens historiques et son engagement dans la production de pétrole algérien lui donnaient quelques droits, justifiés par ailleurs par le degré d'implication de la coopération culturelle. L'Algérie, en pointe de la contestation anti-impérialiste, tenait à la fois à obtenir des prix intéressants pour ce qu'elle pensait être la base de son propre développement économique, et à diversifier ses relations économiques internationales.

Les fameux accords bilatéraux privilégiés n'aboutirent pas à des résultats concluants, mais cette passe d'armes, relativement douloureuse pour les deux communautés, constitua certainement un tournant décisif dans l'attrance progressive de l'Algérie pour le socialisme et l'URSS.

4) Une aide économique réduite du fait des attirances socialistes

L'aide économique de la France et de l'Europe se réduisit progressivement. Les justifications furent alors nombreuses. L'Algérie n'avait pas toujours dans les instances internationales un comportement jugé amical, son « flirt » avec l'URSS en pleine guerre froide n'était pas particulièrement appréciée, l'immigration algérienne, accentuée au moins au niveau des cadres par une arabisation qui les excluait parfois, constituait une ressource fondamentale pour l'Algérie, alors même que la France réduisait les possibilités de transfert. Bref, les accords bilatéraux étaient de moins en moins privilégiés, satisfaisant de plus en plus les seuls critères économiques.

II - D'une économie progressiste planifiée à la dégénérescence du système économique algérien

Après l'indépendance, l'objectif de l'Etat algérien était d'engager une rupture totale avec le système colonial, par l'exercice d'une volonté politique qui devait s'exprimer par un Etat fort et un parti unique, par la récupération des richesses nationales et par une stratégie de développement étatique.

En effet, la Charte d'Alger de 1964 indiquait clairement la nécessité et le rôle majeur de la planification centralisée dans la mise en oeuvre d'une stratégie de développement de type socialiste, mais non-marxiste.

Ainsi, la transition post-coloniale algérienne se réalisa sous l'impulsion de l'Etat, l'industrialisation publique étant perçue comme le moteur du développement au moyen de la rente pétrolière. Néanmoins, la stratégie adoptée, fortement inspirée du modèle soviétique et des thèses développementistes²⁰, montra ses limites dès le milieu des années 70 et conduisit l'Algérie, au même titre que les pays ex-socialistes, au rejet d'un système et d'un modèle de développement perméables aux chocs extérieurs et inadaptés aux nouvelles mutations de l'économie mondiale.

A) Une planification souhaitée rigide et concrètement très « faible ».

Virtuellement, l'organisation de l'économie algérienne, surtout à partir de 1965, s'inspira du modèle soviétique d'organisation du pouvoir (avec le principe du Parti unique), mais aussi des théories de l'école développementiste. La thèse des industries industrialisantes devint la référence fondamentale du modèle d'industrialisation de l'Algérie. La méthodologie centraliste d'organisation de l'économie sera retenue, dans le cadre d'un système de prise de décision hiérarchisée, aux similitudes saisissantes avec le système de type soviétique.

1) Le concept de planification mal interprété

La notion de planification de l'économie fut réduite à la stricte détermination des investissements destinés au secteur industriel public. Le développement économique était mis en oeuvre de façon centralisée, par une supervision et une intervention directe de l'État. L'objectif était de dresser une barrière réelle contre toute pénétration et toute influence économique étrangère qui pourrait avoir des effets néfastes sur le développement. Il s'agissait de mettre en place un modèle qui accordait un rôle central à l'État et à ses différents organes et qui posait le problème du développement et renforcement d'un secteur industriel public puissant, capable de produire des biens indispensables à la production des autres secteurs de l'économie [croissance déséquilibrée]. L'industrie de base était considérée comme le seul moyen de construction d'une économie indépendante et parfaitement intégrée. Il paraissait alors nécessaire de mettre en place un système de planification mobilisateur et centralisateur de toutes les ressources financières indispensables à la réalisation des objectifs de développement industriels fixés par l'État, seul agent économique en mesure à la fois de mettre en oeuvre un programme conséquent d'investissements industriels [essentiellement publics] et de nationaliser les actifs étrangers et en particulier des hydrocarbures. Cependant, contrairement à la planification soviétique, les différents plans de développement se contentèrent de fixer la répartition des investissements dans les industries considérées comme prioritaires (sidérurgie, métallurgie, mécanique, électricité et hydrocarbures), avec des résultats décevants. Contrairement au système soviétique, les ministères fonctionnels [Plan, Finances, et Commerce] ne participaient pas à la prise de décision, ils intervenaient une fois que la stratégie et le plan étaient adoptés en conseil des ministres²¹. L'administration du Plan fut progressivement marginalisée.

2) Une aide soviétique insuffisante et surtout fondée sur les armes

Bien que fondées sur des principes idéologiques officiellement partagés, les relations politiques bilatérales entre l'Algérie et l'URSS furent entachées de nombreux obstacles, expliquant la part modeste de l'aide soviétique à l'Algérie, hormis l'armement. L'aide soviétique se limita à un nombre restreint de PVD, en faveur des pays du Moyen-Orient et des belligérants potentiels « progressistes ». Les ventes d'armes à l'Algérie constituèrent un nouveau marché à exploiter, reflétant ainsi des priorités stratégiques relativement claires. La logique et le contenu du commerce Est-Sud étaient peu économiques. En effet, même s'ils ne s'inscrèrent pas exclusivement dans un échange compétitif normal, en exprimant notamment

une double volonté politique et stratégique, les transferts de matériels militaires furent souvent la contrepartie de la vente du pétrole prenant en compte les avantages comparatifs. Pour l'Est, la motivation économique de ce commerce [armement et pétrole] fut au moins aussi puissante que les raisons stratégiques et politiques, étant donné que le matériel militaire constituait, pour cette région, l'avantage comparé par excellence; «c'était le seul type d'équipement pour lequel l'Est pouvait prétendre à une quasi parité technique avec l'Ouest, voire même à une qualité ou des performances supérieures par rapport aux prix dans certains cas»²². L'aide militaire soviétique fut très concentrée géographiquement et elle est devenue très intense dans les années soixante-dix, notamment avec les pays du Moyen-Orient. Les relations entre l'Algérie et l'URSS connurent un caractère très paradoxal ; autant les échanges commerciaux étaient faibles, autant les échanges d'ordre militaire atteignaient un niveau élevé (90% de l'armée algérienne était équipée avec du matériel soviétique).

3) Des relations internationales chaotiques

Les échanges entre l'Algérie et les pays d'Europe centrale et orientale furent toujours marginaux. Ce constat nous incite à penser que le réalisme commercial l'a emporté sur toute autre considération d'ordre politique. L'économie s'est imposée aux désirs politiques. L'Algérie et l'URSS, pays à niveau de développement différent et spécialisé sur un même groupe de produits, étaient plutôt en situation de concurrence sur les marchés du pétrole et du gaz naturel, les hydrocarbures constituant, à des degrés divers, des éléments moteurs des deux économies²³. Ainsi, ces deux pays intervenaient sur les mêmes marchés, à l'exception du marché est-européen, avec des logiques différentes. L'Algérie et l'Union Soviétique étaient fortement dépendantes de leurs exportations d'hydrocarbures, comme sources quasi exclusives de gains en devises convertibles (selon leur capacité d'exportation et leur accès aux différents marchés) et pour assurer le financement de sa stratégie industrielle de développement pour la première, et la modernisation de son appareil de production pour la seconde. Pour chacun d'eux, les hydrocarbures servaient à financer les importations indispensables. De ce fait, il n'existait aucune complémentarité entre les économies algérienne et soviétique²⁴, expliquant le décalage important entre des performances commerciales bilatérales médiocres et d'excellentes relations politiques.

B - Avec la disparition de l'URSS, la perte de repères de l'économie algérienne

L'Algérie actuelle n'est ni socialiste, ni capitaliste, mais ses indicateurs économiques sont très inquiétants.

1) Nulle part entre le libéralisme et le socialisme.

Au lendemain de l'indépendance, l'idée dominante en Algérie était de sortir au plus vite du sous-développement et de construire une société socialiste. Cette transition post-coloniale a abouti à la mise en place d'un système largement dominé par la rente pétrolière, l'affairisme et la spéculation. Les augmentations du prix du baril de pétrole dans les années 70 et début 80 permirent d'envisager la réforme du système politico-économique. Le sys-

tème montra ses véritables limites et sa vulnérabilité, avec la chute des prix des hydrocarbures à partir de 1986. La mobilisation des masses, l'industrialisation accélérée, la forte intervention de l'État ne conduisirent pas au développement. La voie algérienne, qualifiée de modèle de développement « auto-centré », avec le sacrifice de l'agriculture et de la consommation au développement industriel, fut un échec.

2) La dégradation grave des indicateurs économiques de l'Algérie.

Depuis plusieurs années, l'économie algérienne connaît des contraintes macro-économiques et macro-financières très sévères qui ont profondément limité sa dynamique d'ouverture. Pour certains, cette situation grave est principalement due à une crise financière, pour d'autres, la crise algérienne révèle la faillite d'un système. C'est une crise d'organisation et de régulation. D'où la nécessité une mutation rapide de l'ensemble de l'économie pour assurer la transition vers une économie de marché. L'importance des déséquilibres, au niveau de la dette, des échanges extérieurs et du fonctionnement de l'économie dans son ensemble, fut à l'origine du processus de réformes économiques en Algérie de 1987 et de son rapprochement avec les institutions internationales [F.M.I., Banque Mondiale]. L'Algérie opta pour cette dernière logique et pour un programme de redressement de l'économie avec le FMI. Le programme des réformes entamé en 1987 et 1988 consacra la rupture officielle avec une forme d'organisation administrée de l'économie.

Tableau n°2 : Evolution des recettes d'exportation

	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Recettes en Milliards USD	15.07	14.32	9.73	10.37	8.63	10.77	13.75	13.25	12.43	11*	10*
dont hydro- carbures	13.7	12.7	7.2	8.8	7	9.1	12.3	11.9	10.9	9.7*	8*

Source : *L'économie n°7, Août 1993.*

*Estimations du Directeur de la SONATRACH dans El Watan du 2 Mars 1994.

La chute des recettes d'exportations contribua au gonflement de la demande du crédit commercial à court terme et la dégradation du marché pétrolier favorisa celle de l'outil de production, avec la sous-utilisation des capacités de production nationale.

Tableau n°3 : Taux d'utilisation des capacités de production (hors hydrocarbures)

1988	1989	1990	1991	1992
65.1	56.8	56.6	53.9	50.7

Source : *Office Nationale des Statistiques, Alger, 1993.*

Le programme des réformes mené avec les Institutions internationales proposait d'abord une politique de dépréciation très importante de la monnaie, puis des mesures de type macro-économique telles que la libéralisation des prix. Cette libéralisation concernait de nombreux produits industriels. Cependant, l'inflation a touché l'ensemble des produits de consommation courante (Tableau n°4).

Tableau n° 4 : Taux d'inflation

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
Taux	6 %	18 %	23.3 %	30 %	31.7 %	20.5 %	29 %	22.3 %

Source : Calculs effectués à partir de l'indice des prix à la consommation publié dans World Tables 1995.

La crise algérienne n'a pas été seulement une crise financière mais aussi une crise systémique qui nécessitait une rupture totale avec l'ancien mode de gestion de l'économie. La stratégie de développement de l'Algérie s'est appuyée exclusivement sur les recettes tirées des exportations d'hydrocarbures, source quasi-exclusive de financement de l'industrialisation²⁵.

L'Algérie se caractérise aujourd'hui encore par sa dépendance aux revenus pétroliers, comme conséquence du premier plan quadriennal qui fixait la priorité aux investissements dans l'industrie de base et les hydrocarbures (et plus précisément le pétrole), aux dépens de l'agriculture, des industries des biens de consommation ou des activités tournées vers l'exportation. En 1986, la brutalité de l'effondrement de l'économie algérienne posa le problème de la vulnérabilité du système aux fluctuations des marchés extérieurs et, par conséquent, celui du problème de l'endettement d'une économie face à l'épuisement de sa rente pétrolière. Le concours externe fut une contrainte incontournable du fait de l'insuffisance de l'épargne intérieure et de l'impossibilité pour les entreprises de s'autofinancer. Le principe de centralisation des ressources n'autorisait pas l'autofinancement sur fonds propres et les entreprises étaient soumises au système d'allocation centralisée des ressources et à celui de la planification centrale des investissements. Quant aux petites entreprises privées, elles n'avaient aucun intérêt à investir dans la mesure où elles n'étaient autorisées, officiellement, ni à dégager des bénéfices, ni à les réinvestir librement. Toutefois, la petite épargne privée s'était orientée vers le marché parallèle où les rendements étaient nettement meilleurs. L'emprunt sur les marchés internationaux était devenu indispensable afin d'éviter tout ralentissement du processus d'industrialisation. L'endettement de l'Algérie n'est donc pas récent, par contre son ampleur est nouvelle. Il constitue aujourd'hui, un véritable fardeau pour l'ensemble de la société²⁶.

Le tableau n°5 (page suivante) montre bien que la dette extérieure a été constituée principalement par des emprunts à long terme. Cette forme d'emprunt a trouvé sa justification dans la crédibilité de l'Algérie et les ventes prévisionnelles d'hydrocarbures.

Tableau n° 5 : Dette extérieure de l'Algérie [en millions USD]

Années	1972	1973	1974	1975	1976	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Dette totale	2 991	3 366	4 633	6 114	10 600	15 736	18 501	19 359	18 367	17 636	16 261
Dette à LT	2 991	3 366	4 633	6 114	8 914	13 751	16 568	17 034	16 060	14 885	14 304
Dette à CT	-	-	-	-	1 686	1 985	1 933	2 325	2 307	2 751	1 957
Années	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	
Dette totale	15 883	18 243	22634	24 395	26 038	26 999	27 637	27 919	26 349	25 757	
Dette à LT	14 124	16 381	19482	23 080	24 417	25 160	26 846	26 680	25 557	24 587	
Dette à CT	1 759	1 862	3 152	1 315	1 621	1 840	791	1 239	793	700	

Source : *World Tables 1994 et World Debt Tables, External Finance for Developing Countries, Volume 2 Countries tables, 1994-95, a World Bank Book, December 1994.*

Tableau n°6 : Indicateurs de la dette algérienne [en %]

Dettes	1980	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
SDT (1)	-	5,1	5,2	6,6	7,0	8,9	9,7	9,4	9,3
SDT due(2)	-	-	-	-	6,9	8,6	9,0	9,1	9,1
SDT/X (3)	27,3	61,0	54,3	74,8	66,3	63,9	69,44	71,2	76,9
DT/PNB(4)	47,1	37,1	38,7	45,9	51,1	48,2	68,7	63,2	57,4
DT/X (5)	129,4	268,4	243,2	297,7	256,5	202,2	213,5	205,2	216,6

Source : *World Tables 1994 et World Debt Tables, External Finance for Developing Countries, Volume 2 Countries tables, 1994-95, Banque Mondiale, Décembre 1994.*

- (1) Service de la dette totale en Milliards de USD,
- (2) Service de la Dette Totale due, World Debt Tables, Volume 2, 1994.
- (3) Service de la Dette Totale/exportations totales, en %.
- (4) Dette totale/PNB [taux d'endettement], en %.
- (5) Dette totale/Exportations totales, en %.

Les ratios ci-dessus révèlent le poids de la dette algérienne et surtout son accélération. Il s'agit d'une conséquence de l'endettement particulièrement rapide des pays semi-industrialisés ou des pays pétroliers à revenu intermédiaire²⁷. L'Algérie n'a pourtant pas eu, jusqu'en 1985, de stratégie de gestion de la dette extérieure²⁸. Or, le service de la dette absorbait les 3/4 des recettes d'exportation. En fait, la conception de l'endettement reposait essentiellement sur la seule capacité de la rente pétrolière et gazière à offrir des garanties suffisantes pour mobiliser des crédits sur les marchés financiers internationaux²⁹. Cependant, si l'on se réfère aux critères internationaux de l'endettement, l'Algérie ne semblait et ne semble toujours pas être un pays lourdement endetté.

Tableau n°7 : Critères internationaux d'endettement en 1991 - 1993

En %	Dette/PNB	Dette/ Exportations	Service Dette/ Exportation (* en 1994)
Lourdement endetté	> 80	> 300	> 25*
Modérément endetté	60 - 80	200 - 300	15 - 25*
Peu ou pas endetté	< 60	< 200	< 15*

Source : World Debt Tables 1994 - 1995, External Finance for Developing Countries, volume 1, pp. 40 & 61, a World Bank Book, Washington D.C., December 1994.

Depuis 1988, l'Algérie s'est engagée dans un processus d'endettement croissant. Selon les critères du FMI [1991-1993], l'Algérie est classée parmi les pays moyennement endettés dans la mesure où au moins deux ratios sur trois n'atteignent pas les niveaux critiques. Le ratio Dette Totale/PNB [57,4 %, en 1993] situe l'Algérie dans la catégorie des pays peu endettés et le ratio Dette Totale/Exportations [216,6 % en 1993] l'inscrit dans la catégorie des pays modérément endettés. Mais, si on observe le ratio Service de la Dette/Exportations, il est de 76.9 %, l'Algérie est alors lourdement endettée. Le niveau d'endettement de l'Algérie est tel qu'il représente une contrainte forte sur les recettes d'exportation. Les emprunts à court terme et les taux d'intérêt élevés alourdissent la dette extérieure de l'Algérie. Cette situation conduit à la mobilisation des excédents commerciaux, soit en exportant à tout prix, soit en contractant les importations. Le problème qui se pose aujourd'hui est d'assurer le service de la dette, difficulté qui se présente plutôt comme un problème conjoncturel, lié à la chute des prix des hydrocarbures et à la volatilité du dollar. L'Algérie n'est pas structurellement endettée, mais par contre, elle doit faire face au remboursement de sa dette et assurer le service de sa dette. Par le passé [1980 - 1985], l'Algérie a montré qu'elle avait la possibilité de procéder à des remboursements anticipés, quand la conjoncture lui était favorable. Le programme de réformes [accord de stand by] avec le F.M.I. du 3 Juin 1991 a porté sur des mesures de type macro-économique notamment la libéralisation des prix d'un certain nombre de produits subventionnés, la libéralisation totale du commerce extérieur, la dévaluation de 60 % du dinard afin de se rapprocher le plus possible et le plus rapidement du taux de change du marché parallèle. L'accord de «stand by», signé le 10 avril 1994 pour un an avec le FMI, a confirmé le programme de stabilisation macro-économique et macro-financière, par un rééchelonnement de la dette extérieure, une réduction du déficit budgétaire de l'État, une nouvelle dévaluation du dinard et une libéralisation totale du commerce extérieur et des prix.

La situation difficile dans laquelle se trouve aujourd'hui l'économie algérienne, conduit à nous interroger sur son avenir. Dans quelle mesure, peut-on envisager une intégration plus poussée dans l'économie mondiale, compte tenu de l'effondrement du bloc de l'Est ? Les réformes économiques en Algérie et dans les pays socialistes ont donné lieu à un système de régulation qui se présente, en fait, comme une combinaison cohérente de plan administré et de marché³⁰. En Algérie, elle a surtout consisté à réduire la demande par l'augmentation des prix, demande pourtant longtemps contenue par le moyen de la pénurie.

Conclusion

On peut trouver dans cette histoire moderne de l'Algérie les raisons fondamentales de la crise qui la secoue. Longtemps dépositaire des espoirs des pays en voie de développement, pays libéré et progressiste, l'Algérie a échoué dans sa course au développement économique, laissant alors des couches importantes de la société conserver le goût du combat pour des causes moins matérielles et matérialistes, mais bien plus dangereuses. Ces relations d'amour-haine avec le développement économique, les relations internationales, la France, l'URSS, le pétrole se sont avérées infructueuses et se sont délitées dans les tendances de l'intemporalité religieuse. C'est le nouveau grand défi de l'Algérie, dans lequel les anciens pays de l'URSS n'auront plus aucune part, après les grands espoirs des années 70.

NOTES

- ¹ Doctorante au Roses/Cnrs
- ² Professeur, chercheur à l'Espace Europe
- ³ Gu Guan-Fu (1983) « Soviet aid to the Third World, an analysis of its strategy », pp. 71-89. - Soviet studies, vol. XXXV, n°1, January 1983. Papp D.S. (1992), Soviet policies toward the developing World during the 1980s : the dilemmas of power and presence, Alabama, Air University Press.
- ⁴ Galan G. (1990), Soviet Policies in the Middle East : from World War II to Gorbachev. - Cambridge University Press, 319 p.
- ⁵ Kanet R.E. (1975), The Soviet Union and the developing nations, pp. 153-172, London, The John Hopkins University Press.
- ⁶ Valkenier E.K. (1983), The Soviet Union and the Third World, an economic bind, pp. 37-44, New York, Praeger Publishers, pp. 12-14.
- ⁷ Déclaration et programme d'actions de Manille. - C.N.U.C.E.D. : TD/185 du 12 février 1976, pp. 63-66.
- ⁸ Voir la déclaration commune des pays socialistes. - C.N.U.C.E.D. : TD/211, du 28 Mai 1976.
- ⁹ Voir les déclarations des pays de l'Est à la VIème C.N.U.C.E.D. à Belgrade en Juin 1983. C.N.U.C.E.D. [1983]. - Communication du Gouvernement de la Tchécoslovaquie, TD/301, du 10 Juin. C.N.U.C.E.D. [1983]. - Communication du Gouvernement de l'URSS, TD/302, du 10 Juin. C.N.U.C.E.D. [1983]. - Communication du Gouvernement de la R.D.A., TD/304, du 14 Juin.
- ¹⁰ Lavigne M. (1983), La réponse des pays du Comecon. - Le Monde Diplomatique, Juin, p. 12.
- ¹¹ Milinkovic B. (1992), « Eastern Europe and the Third World - A need for a New Communication Code », pp. 22-23. - Review of International Affairs, n°1003, vol. 4.
- ¹² Avakov R (1991) « La coopération de l'Union soviétique avec les pays arabes », pp.125-141, in Capron M. (sous la Direction de), L'Europe face au Sud, Paris, Édition l'Harmattan (Coll. Forum du Tiers-Monde), 260 p.
- ¹³ Isaev V.A. (1991), Les relations économiques soviéto-arabes. Bilan, problèmes et perspectives, pp.143-154, in Capron M. (sous la Direction de), L'Europe face au Sud, Paris, Éditions l'Harmattan, (Coll. Forum du Tiers-Monde)..
- ¹⁴ Destanne de Bernis G. [1977], Relations économiques internationales, Paris, Dalloz, 4ème Édition,, p. 1 031.
- ¹⁵ Fontanel (J.) [1995], Organisation Économiques Internationales, Paris, Masson, Collection Droit Sciences Économiques, 2ème Édition, p. 232.
- ¹⁶ Destanne de Bernis G. [1977], Op. Cit., p. 1 032.

¹⁷ L'Union Soviétique a livré pour la première fois, après l'indépendance, 5 hélicoptères [sous forme de dons] à la suite des affrontements algéro-marocains de 1962. L'accord d'octobre 1963 prévoyait la livraison de 300 chars T-72, de différents appareils destinés à l'aviation [des chasseurs MIG, des missiles air-sol] et des bâtiments [25 à 30] destinés à la marine pour un montant d'environ de 200 millions de USD. in Mac Lane - « Soviet Middle East Relations », pp. 1-24. In : Soviet-Third World Relations : vol. 1 (a survey in three volumes).- London : The Central Asian Research Service, 1973.

¹⁸ Pineye D. (1982).-» Les fondements économiques de la nouvelle approche soviétique de l'Afrique septentrionale », pp. 65-84, SLOVO, Revue de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales, n°4

¹⁹ L'Algérie acheta six chasseurs MIG-21 six MIG-21 MF en 1977, 25 MIG-21 MF et 20 MIG-23S en 1978 en 1978 ainsi que des chars de combats et des missiles sol-air ; plusieurs corvettes ont été livrées entre 1978 et 1985. Source : SIPRI Yearbook 1977, 1978, 1980 1981 1982, 1985, 1990, 1991, 1992.

²⁰ Selon le ministère algérien des Affaires Étrangères, les contrats de ventes d'armes entre l'Algérie et l'ex-Union Soviétique ont toujours été libellés en dollars. Cependant, à certaines périodes les livraisons d'armes ont été compensées par des livraisons de pétrole brut considérées comme une forme de paiement en devises fortes, puisque revendues sur le marché libre de Rotterdam contre des dollars.

²¹ A.C.D.A.(1990) « World Military Expenditures and Arms Transfers 1989 », p. 115.- Washington, October. Cependant, entre 1987 et 1991, à la suite d'une nouvelle crispation du régime, l'Algérie acheta de l'armement pour un montant total de 2,5 milliards de dollars, dont 80,3 % sont des achats à l'Union Soviétique et 17,3 % à la Pologne et à la Bulgarie Ce quasi monopole dans l'acquisition des armes subsista jusqu'en 1993. De 1991 et 1993, il semble que la Russie ait été toujours aussi présente dans les acquisitions d'armes par l'Algérie, pour un montant cependant plus faible.

²² Lamchichi A. (1991), L'Algérie en crise, Paris, Editions l'harmattan, pp. 122 - 130.

²³ Goumeziane S. (1994) Le mal algérien : Économie politique d'une transition inachevée 1962-1994, p.53-54.- Paris, Éditions Fayard.

²⁴ Les ministères fonctionnels [ministères horizontaux] étaient des organes chargés de faire exécuter les décisions, ce qui n'exclut pas les divergences avec les ministères sectoriels lors de la mise en application de ces décisions. Dans ces conditions, l'organe de planification n'a disposé, comme instrument d'allocation des ressources, que de la « décision d'individualisation ».

²⁵ Kanet R.E. (1981) « Soviet policy toward the Developing World : the role of Economic Assistance and Trade » - pp. 331-357, in Donaldson R.H., The Soviet Union in the Third World. Success and Failures, Colorado, Boulder, Westview Press.

²⁶ Portes R. (1979) « Est, Ouest et Sud : le rôle des économies centralement planifiées dans l'économie internationale », pp. 31-73.- Revue d'Étude Comparative Est-Ouest.- n°3, Volume 10, Septembre. p. 63.

²⁷ L'Algérie est un pays mono-exportateur d'hydrocarbures, plus de 95 % des exportations algériennes sont des hydrocarbures. À certaines périodes, l'Union Soviétique n'est guère éloignée de cette situation. 80 % de ses gains en devises proviennent des hydrocarbures dans les années 80 [60 % pour le pétrole et 20 % pour le gaz] in Stern J.P. (1987), Soviet oil and gas exports to the West.- London : Aldershot, Gower, The Royal Institute of International Affairs, 123 p.

²⁸ Locatelli C. (1992), La question énergétique en Europe de l'Est, pp. 174-182., Paris, Éditions l'Harmattan, (Collection Pays de l'Est), 1992.

²⁹ Hadjseyd (1994),- L'industrie algérienne (1962-1993), Blocage du système productif et tentatives d'ajustement , pp. 190-209.- Grenoble 2, Thèse, I.R.E.P./D, Juin.

³⁰ Stora B. (1994), Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance, pp. 71-72.- Paris, Éditions La Découverte, (Collection Repères).

³¹ Guillaumont P. (1985).- Économie du développement, volume 3 : Dynamique Internationale du développement, pp. 255-267.- Paris : P.U.F.

³² Touati A. (1993).- « Gérer la dette », L'Économie.- n°1, Février.

³³ Boucheneb S. (1994). - « L'entreprise algérienne à l'épreuve des dévaluations et de l'ajustement », Article ronéotypé, Institut National du Commerce, Alger, septembre

³⁴ Nove A. (1981), L'économie soviétique, p. 347, Paris, Éditions Economica, 1981.

Bibliographie

Avakov, R. (1991), La coopération de l'Union soviétique avec les pays arabes, in L'Europe face au Sud, (Capron, M. ed.), L'Harmattan. Paris.

Boucheneb, S. (1994), L'entreprise algérienne à l'épreuve des dévaluations et de l'ajustement, Institut National du Commerce, Alger.

Chatelus, M., Fontanel, J. (1993), Dix grands problèmes économiques contemporains, Economie en Plus, PUG, Grenoble, 2nd. Edition, 1994, 205p.

DiRuzza, R., Fontanel, J. (1995), Dix débats de l'économie politique, ECO +, PUG, Grenoble,

CNUCED (1976), Déclaration et programme d'actions de Manille, TD/185, 12 Février

CNUCED (1976), Déclaration commune des pays socialistes, TD/211, 28 mai.

Destanne de Bernis, G. (1977), Relations économiques internationales, Dalloz, Paris.

Donaldson, R.H. (1981), The Soviet Union in the Third World, Westview Press, Boulder

Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

Fontanel, J., Borissova, I, Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, Defence and Peace Economics, 1995, 6.3. **hal-02338694**

Fontanel, J. (1997), Les économies en transition et la mondialisation, Cahiers de l'Espace Europe, Grenoble, 1997.

Galan, G. (1990) Soviet Policies in the Middle East, Cambridge University Press.

Goumeziane, S. (1994), le mal algérien, Fayard, Paris.

Gu Guang-Fu (1983), Soviet aid to the Third World, an analysis of its strategy, Soviet Studies, January

Guillaumont, P. (1985), Economie du développement, Vol. 3. PUF. Paris.

Hadjseyd (1994), L'industrie algérienne (1962-1993), Blocage du système productif et tentatives d'ajustement, Thèse, Grenoble, juin.

Isaev, V.A. (1991), les relations économiques soviéto-arabes, in L'Europe face au Sud, (Capron, M. ed.), L'Harmattan. Paris.

Kanet, R.E. (1981), Soviet policy toward the developing countries, in The Soviet Union in the Third World, Westview Press, Boulder.

Lamchichi, A. (1991), L'Algérie en crise), L'Harmattan, Paris.

Lavigne, M. (1983), La réponse des pays du COCOM, Le monde diplomatique, Juin.

Locatelli, C. (1992), La question énergétique en Europe de l'Est, L'Harmattan, Paris.

Milinkovic, B. (1992), Eastern Europe and the Third World, Review of International Affairs, n°1003, vol 4.

Nove, A. (1981), L'économie soviétique, Economica, Paris.

Touati, A. (1993), Gérer la dette, L'Economie, Février.